

2011

UN TEMPS

FORT pour les forêts corses

Avec ses 410812 hectares de forêt couvrant 46 % de son territoire, ses magnifiques peuplements de chêne vert et ses vastes futaies de pin laricio aux allures de cathédrales, la Corse est l'île la plus boisée de Méditerranée. Pourtant, pour beaucoup, cette immense richesse demeure invisible. L'année internationale des forêts (AIF) s'avère une occasion unique pour en valoriser le potentiel à la fois écologique et économique, avec un éclairage sur les enjeux spécifiques qui y sont liés et les initiatives fortes prises pour réhabiliter la forêt dans sa multifonctionnalité.

TEXTES : EVA MATTEI - PHOTOS : JEAN HARIXÇALDE (SAUF MENTION)

« **D**es forêts pour les hommes » : c'est sous ce thème que l'ONU a décidé de placer l'année 2011, déclarée « Année internationale des forêts » sur la base d'une résolution datant de 2006. Une façon d'impliquer encore davantage, en reconnaissant le rôle protecteur, les populations locales, à commencer par celles qui vivent des forêts et qui représentent, à l'échelle planétaire, pas moins de 1,8 milliard de personnes. La mondialisation a parfois du bon. L'événement

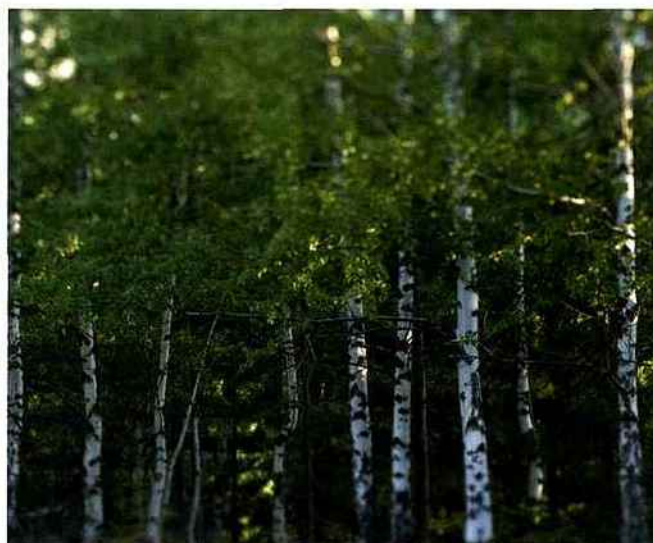
a-t-il pour autant trouvé ses relais locaux? Difficile encore de le dire.

L'éveil des consciences

En France, à ce jour, 662 labels AIF ont été décernés par le Ministère de l'Agriculture à des opérations ponctuelles sans visées commerciales, mais pensées pour sensibiliser aux enjeux forestiers le grand public, les élus, les professionnels et les propriétaires forestiers. En Corse, on en compte à peine douze, toutes portées par le Centre régional de la propriété forestière (CRPF). Défaut d'acteurs locaux volontaires?

Seulement douze labels « Année internationale des forêts » ont été décernés en Corse par le ministère de l'Agriculture, mais d'autres actions viennent enrichir l'engagement de l'île la plus boisée de Méditerranée.

D'autres se sont bel et bien investis qui, à défaut de label officiel, en revendiquent l'esprit, n'oubliant pas de s'associer expressément à l'événement. C'est que dans l'île, née avant même cette année 2011, l'idée d'une gestion durable des forêts est en train de faire son chemin: elle ne peut laisser indifférente l'interprofession forestière qui se construit; elle a toute sa place au sein du Schéma régional d'aménagement de la forêt validé par la Collectivité territoriale de Corse et les services de l'État; elle est en cohérence avec le projet de Forêt Modèle pour la Corse sur lequel



PEFC Corsica, un label d'avenir pour une filière en devenir



Si, à l'occasion de l'Année internationale des forêts, PEFC France (Programme de reconnaissance des certifications forestières) a lancé, le 1^{er} septembre dernier, son concours photo « Passion Forêt » (voir www.pefc-france.org/passion-foret), PEFC Corsica s'en est fait tout naturellement l'écho sur son site Web, vitrine d'une démarche engagée en 2008 avec la création de cet organisme régional de certification garantissant l'origine du bois corse, bénéficiant de l'agrément PEFC France et certifiée par Ecopass depuis 2010. Fort de ses seize structures membres et ses trois collègues (producteurs, transformateurs et usagers), PEFC Corsica a donc lancé sa campagne d'adhésion. « Lentement mais sûrement », un peu comme poussent les arbres, telle pourrait être sa devise. Gisèle Fonget, sa chargée de mission, rappelle volontiers qu'une évolution du label va de pair avec une évolution de la filière et qu'un travail d'information est nécessaire en amont pour expliquer l'intérêt de la démarche :

« La certification PEFC implique un contrôle tout le long de la chaîne de transformation, depuis les sites et leurs propriétaires jusqu'aux exploitants. Les produits se revendiquant de la marque PEFC s'appuient sur deux cahiers des charges : l'un, engageant les propriétaires, concerne la gestion de la forêt; l'autre concerne son exploitation ». Pour l'heure, PEFC Corsica compte quatre adhérents, dont la commune de Guagno et trois propriétaires privés. Mais nombreuses sont les institutions, collectivités et entreprises à se pencher sur le label.



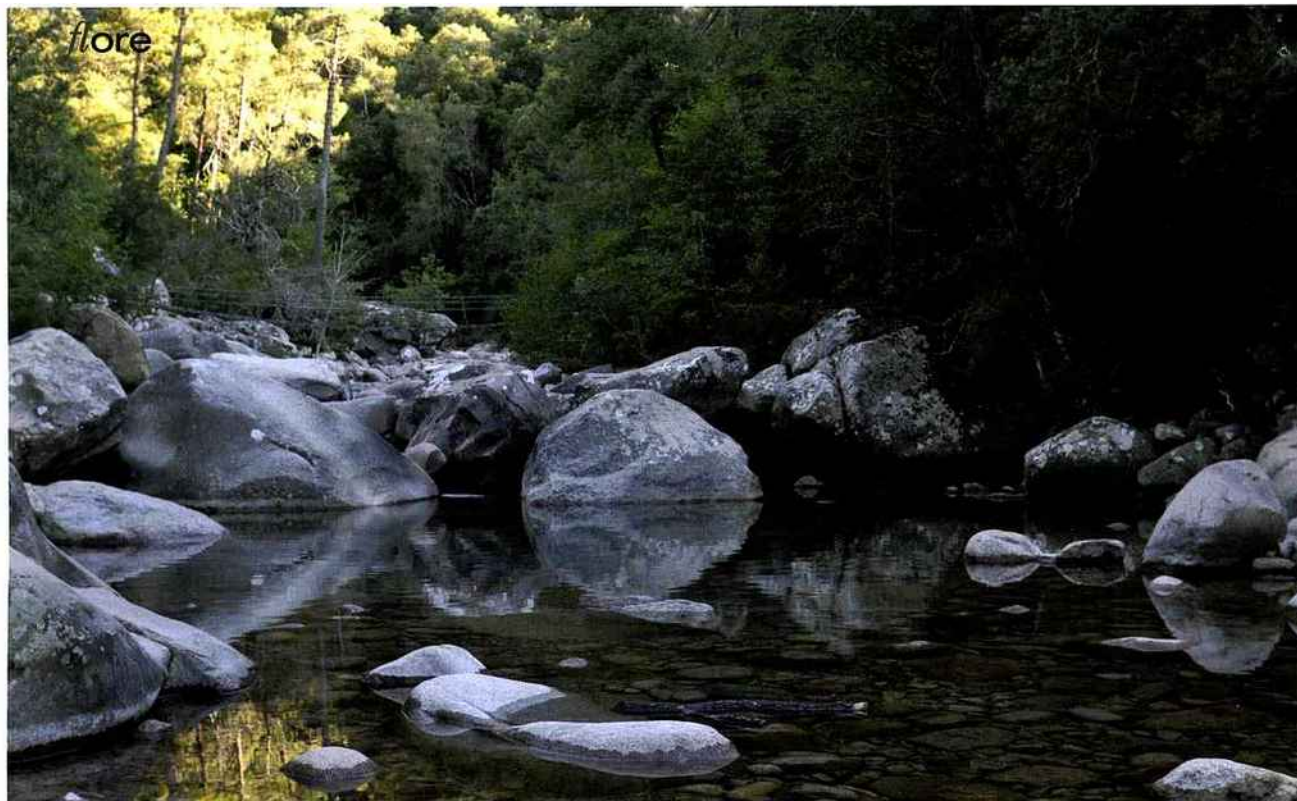


planche l'ODARC depuis 3 ans dans le cadre du projet européen du même nom et du réseau international qui s'y rattache; et elle peut notamment s'appuyer sur la Politique qualité de gestion forestière durable Corse 2010-2014, validée par l'Assemblée générale de PEFC Corse (voir encadré) le 30 avril 2010. Si les conditions

d'application ne sont pas encore toutes réunies, les consciences, elles, se sont éveillées. La forêt, avec ses cycles de croissance très longs qui nous obligent à penser à long terme, s'imposant comme la meilleure illustration de cette notion de développement durable tellement dans l'air du temps.

Moins de forêts brûlées?

Sur les dix dernières années, les incendies semblent reculer. Selon l'état des lieux 2010 de PEFC Corsica, pour la période 2000-2009, on dénombre 733 feux de forêts contre 1 129 pour la période précédente (soit une baisse de près de 35 %) et 6 628 ha brûlés contre 7 440 (soit une baisse de 11 %). En 2010, l'ONF recense 1 ha de forêt publique brûlée contre 5 216 en 2000, avec néanmoins des pics en 2003 (3 295 ha) et en 2009 (2 729 ha).



Total Corse : mécène des forêts

Le 27 juin dernier, au cœur de la forêt de Vizzavona, Total Corse, s'associant à l'Année internationale des forêts, signait, dans le cadre de son opération de mécénat baptisée Isula Verde née en 2003 et renouvelée chaque année, une convention de partenariat avec les associations de communes forestières de Corse-du-Sud et de Haute-Corse. Objectif : se rapprocher des collectivités pour mieux répondre à leurs besoins. « Concentrés pendant 7 ans sur l'aide au reboisement et à la mise en place de dispositifs DFCL (Défense de la forêt contre les incendies) et PRMF (Protection rapprochée des massifs forestiers), nous avons élargi notre champ d'intervention à deux nouvelles thématiques, explique Marina Bronzini de Caraffa, chargée communication : l'accueil du public et la biodiversité. Ceci avec le souci de gérer les flux pour éviter la détérioration progressive de nos forêts. » Un pas de plus pour la gestion durable des forêts corses en faveur desquelles Total Corse a déjà investi 350 000 euros H.T.



ENTREVUE

Geneviève Etori

Directrice du CRPF

Seule structure de l'île à avoir sollicité auprès du Ministère de l'Agriculture la labellisation AIF, le Centre régional de la propriété forestière de Corse, établissement public ayant pour mission d'orienter et développer la gestion des forêts et terrains à boiser des particuliers, n'a pas ménagé ses efforts pour communiquer sur la gestion durable des forêts de chêne vert, la biodiversité en forêt, et les moyens de gestions et de valorisation des bois. Trois thèmes pour douze interventions aux quatre coins de l'île, de la Balagne au Taravo, en passant par le Cap Corse, le centre Corse et l'extrême sud...

Terra Corsa : Qu'est ce qui a guidé le choix thématique de vos actions d'information dans le cadre de l'AIF ?

Geneviève Etori : La gestion durable des forêts est fondamentale pour garantir un patrimoine de valeur (au sens économique et sur le plan de la biodiversité) aux générations futures. Cette gestion durable est encouragée par le code forestier. Les documents de gestion durable, tels que le Code des bonnes pratiques sylvicoles ou le Plan simple de gestion, sont nécessaires à l'obtention de financements pour la mise en valeur de la forêt et la certification PEFC. Pour ce qui est du second thème choisi, il est d'autant plus incontournable que le chêne vert est l'essence la plus présente en Corse, puisqu'elle représente 40 % des forêts insulaires. Enfin, nous nous devons d'aborder la question de la biodiversité en forêt car elle doit être maintenue, voire améliorée. Les propriétaires disposant d'un nouvel outil simple de diagnostic : l'Indice de biodiversité potentielle (IBP). Nous tenions à les sensibiliser à cet outil.



TC: Quel est l'état des lieux que vous pouvez dresser concernant les forêts de Corse en termes de conservation ?

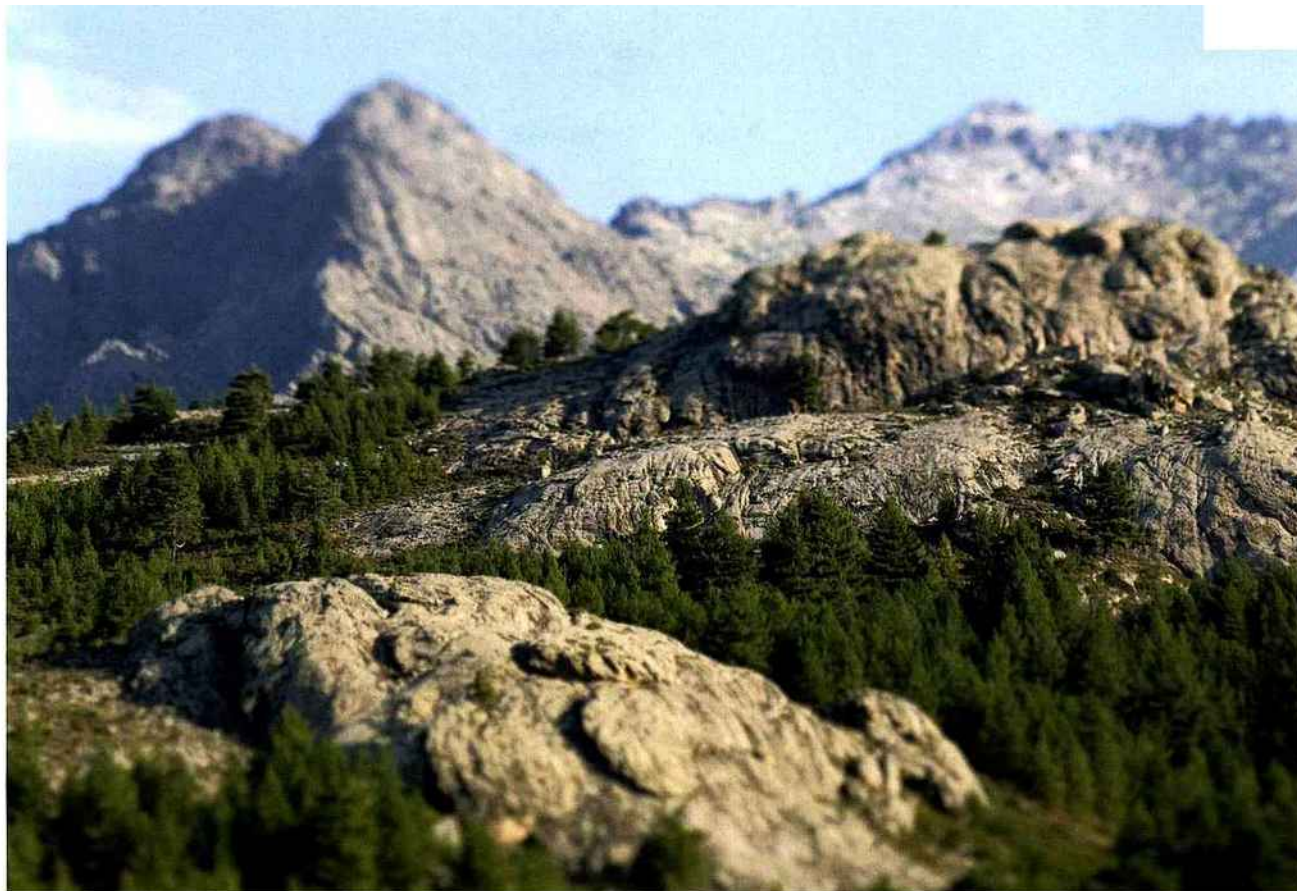
GE : La richesse biologique des forêts corse est forte et l'état de conservation est globalement bon. Mais il faut savoir que mettre en valeur les forêts, c'est aussi les protéger contre les risques majeurs tels que les incendies ou le changement climatique, par exemple.

TC: En Corse, l'opinion publique est très sensible au problème des incendies. Ailleurs, c'est à ceux de la déforestation et de la surexploitation. On parle moins d'autres formes de dégradation...

GE : On peut parler de déforestation dans le cas d'une forêt qui est détruite pour un autre usage (on a comme exemple celui des forêts primaires face aux « besoins » de production d'huile de palme). En revanche, lorsqu'un terrain agricole est abandonné, la végétation naturelle s'installe et la forêt réapparaît. Donc globalement on ne peut pas parler de déforestation en Corse. Par contre, ce qui est inquiétant, c'est de voir se développer un système de cueillette au détriment d'une sylviculture digne de ce nom (un nom qui littéralement veut dire « culture de la forêt »), seule garantie de la pérennité, de la qualité et de la diversité forestière.

TC: On n'a pas idée des véritables enjeux liés aujourd'hui à la forêt corse. Sentez-vous ce décalage entre réalité et perception ?

GE : Le principal problème est l'absence de gestion forestière due en grande partie à l'exode rural et à la désertification de l'intérieur. Cette absence de gestion s'est accompagnée d'une destruction économique progressive des outils de transformation : fermeture de scieries et des usines de transformation du liège, par exemple. Et l'utilisation de la ressource locale n'approvisionne quasiment pas le marché local des bois pour la construction. Certains ne voient pas la forêt dans le paysage et ne s'imaginent même pas le potentiel de développement économique qui dort. Mais cela est en train de changer et gageons que les responsables publics sauront insuffler des moyens.



« Certains ne voient pas la forêt dans le paysage et ne s'imaginent même pas le potentiel de développement économique qui dort. »

Geneviève Etori, directrice du CRPF.

Vers une gestion durable

Au niveau mondial, les forêts représentent 31 % de notre sol et 80 % de la biodiversité terrestre. La gestion forestière durable, telle que définie en 1992 lors du sommet de la Terre de Rio, avant d'être affinée par les conférences de Strasbourg (1990), Helsinki (1993) et Lisbonne (1998), est censée combiner valorisation économique de ces précieux espaces et prise en compte de leurs enjeux à la fois environnementaux

et sociaux. Dans ce cadre, la sous-exploitation de la forêt corse n'apparaît pas forcément comme un atout. « *Les territoires sont protégés lorsqu'il y a du monde* », rappelle Geneviève Etori, directrice du Centre régional de la propriété forestière (CRPF), qui ainsi renvoie au thème de l'Année internationale des forêts.

Et comme tout autre, le territoire corse a ses spécificités. Les forêts privées y occupent 77 % de l'espace

Ci-dessus. De chaque côté du col de Vergio, les forêts d'Aitone et de Valdionello se peuplent de pins laricio.

Page droite. Sur le chemin qui mène au site archéologique de Cucuruzzu, le sous-bois impose sa vitalité.

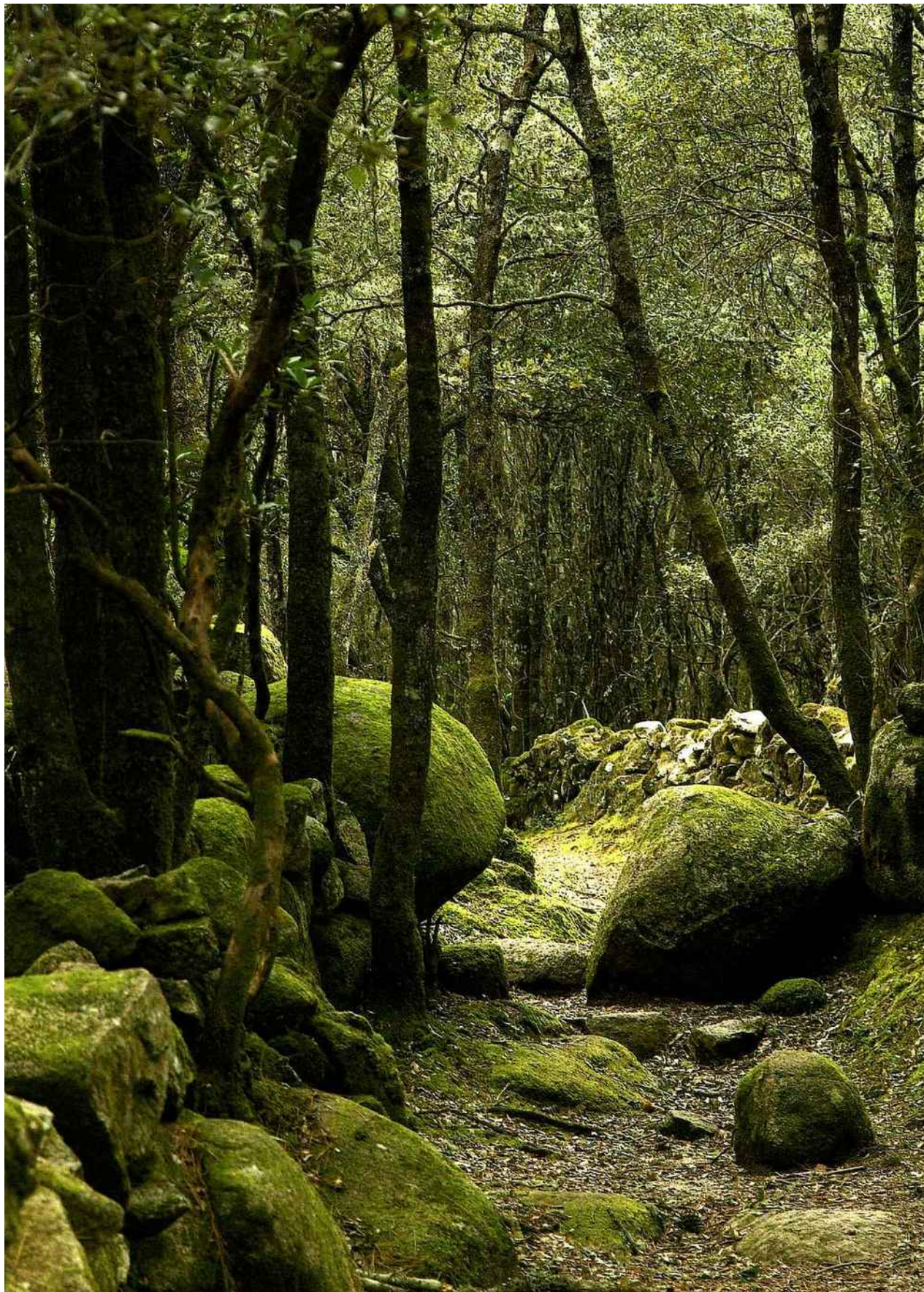
forestier et sont entre les mains de pas moins de 70 000 propriétaires. Un morcellement combattu par des initiatives telles que la création, en 2009, de Corsica Furesta, coopérative dont l'objectif est de regrouper le plus grand nombre de ces propriétaires.

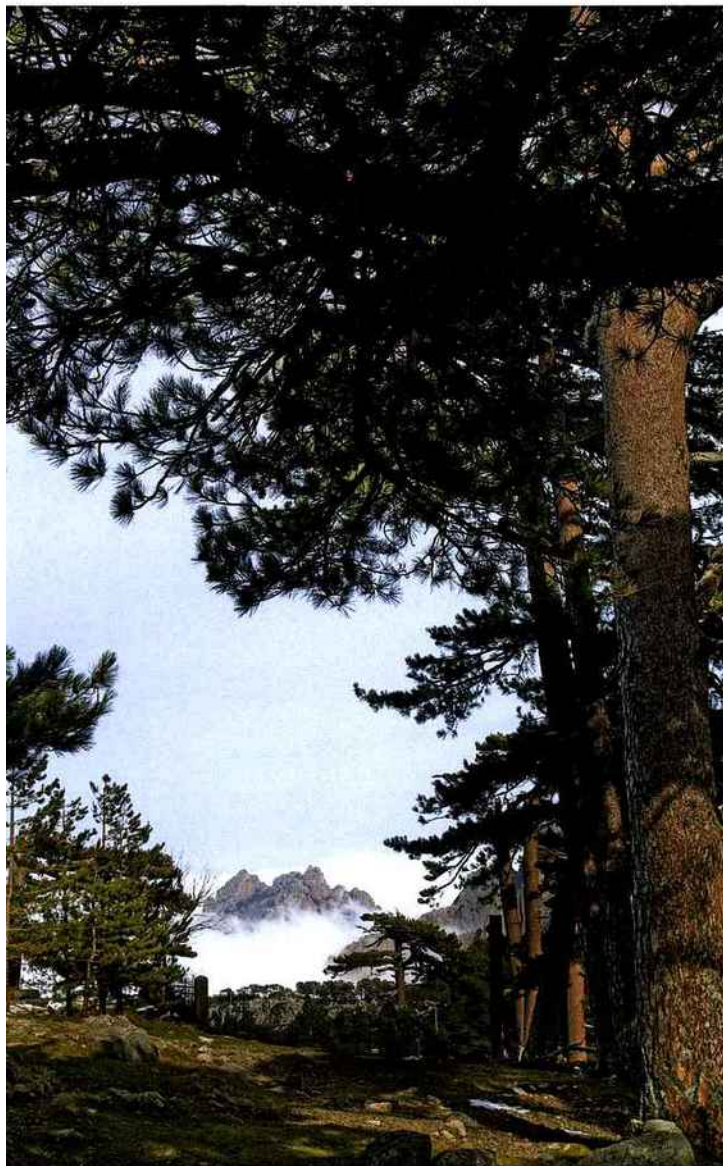
Quant à l'économie, si les retombées liées au bois de chauffage, principale utilisation de la forêt corse, sont difficilement quantifiables en raison de la multiplicité des acteurs et des pratiques informelles, l'état des lieux 2010 de la forêt corse établi par PEFC Corsica en donne un aperçu : dix-sept entreprises de transformation du bois présentes sur l'île, une récolte 2008 de bois rond de 24 000 m³ dont 16 500 de bois d'œuvre, 4 600 de bois énergie (une piste à explorer) et 2 600 de bois d'industrie (activité demeurant marginale).



Du chêne vert au chêne-liège, richesses des bois

Parmi les essences forestières principales de Corse, on compte, à côté du chêne vert et du pin laricio, le pin maritime, le châtaignier, le hêtre, le chêne pubescent et le chêne-liège. Autour de ce dernier, une économie reste à développer : l'essentiel de la récolte actuelle étant exportée vers la Sardaigne. « *Ne reste plus en Corse qu'une entreprise spécialisée dans la finition des bouchons et quelques entreprises de levage (récolte) dans la région de Porto-Vecchio* », précise dans son état des lieux 2010 de la forêt, PEFC Corsica, qui souligne néanmoins : « *Le développement de la filière liège et sa maîtrise apparaissent comme un axe de progrès à ne pas négliger* ».





Le pin en vedette

Clef de voûte de cette économie, le pin laricio est la première essence commercialisée de Corse, une essence valorisée en bois d'œuvre, rare hors de l'île, et à laquelle sont associés de nombreux habitats faunistiques et floristiques classés d'Europe. Ses peuplements dont les troncs, grands et droits, étaient appropriés à la construction navale, furent exploités par Pasquale Paoli pour doter la Corse de sa propre flotte. Aujourd'hui, le pin laricio de Corse est le résineux le mieux vendu de France. Et ses futaies demeurent d'une beauté inégalable. Pour ce qui est des autres « filons » forestiers,

ils restent à exploiter. « Rien ne nous interdit de faire du plancher en châtaignier, d'utiliser le bois dans la construction ou de travailler, comme nous le faisons avec l'ODARC (Office du développement agricole et rural de la Corse) et l'ONF à un projet de valorisation du chêne vert qui est la première essence de l'île en volume », souligne Geneviève Ettori. Elle reconnaît néanmoins l'ampleur de la tâche : mettre en place des filières de A à Z. Sans oublier l'accueil du public, car « les paysages forestiers participent à la valorisation de notre île tout autant que la montagne et la mer ». ■

ENTREVUE

Philippe Baudry

Directeur régional adjoint et responsable territorial de la communication de l'ONF

Afin de marquer cette Année internationale des forêts, l'ONF, aux côtés de *Terre Sauvage* et du ministère du Développement durable, a lancé en national le concours « Élisez le meilleur arbre de l'année 2011 ». En Corse, où il gère 150 261 ha de forêts publiques, soit 27 % de la surface boisée de l'île, il représente un acteur incontournable de la gestion durable des forêts.

Terra Corsa : Que signifie pour vous l'année internationale de la forêt ?

Philippe Baudry : C'est une excellente initiative. La forêt reste un symbole ressource et une « valeur » refuge en période de crise. C'est vrai pour un individu comme pour une société : forêt refuge, forêt source de toute vie, forêt nourricière, forêt mystère, et sans doute bien plus encore... Je vous invite à lire « L'homme qui plantait des arbres » (NDLR: nouvelle de Jean Giono) pour ressentir ce qui se cache derrière la forêt.

TC : Sur quoi faut-il communiquer aujourd'hui si l'on veut se rendre utile pour la forêt corse ?

PB : Il faut parler, en matière de développement économique, des possibilités offertes au rural et de la filière bois ; et en matière de protection, d'accueil du public.

TC : Y a-t-il, en Corse, un véritable tourisme nature qui se développe autour des expéditions forêts avec de véritables retombées économiques ?

PB : Les activités de pleine nature se développent, avec la montée en puissance de la randonnée sous toutes ses formes, et pas uniquement pédestre. Le volet économique correspondant est certainement conséquent, mais impossible à évaluer. On sait que l'activité randonnée mécanisée, très partiellement structurée, est génératrice de ressources. Consommatrice d'espaces vierges, elle pose des problèmes aux gestionnaires d'espaces naturels : comment l'intégrer sans générer des conflits d'usage ?

TC : Justement, entre économie et écologie, où se situe l'avenir de la forêt corse ?

PB : Ces termes sont un peu vagues ou restrictifs... Parlons plutôt de gestion durable des forêts. Et de la recherche de l'équilibre en fonction des enjeux inhérents à chaque forêt. La démarche « Aménagement forestier » est engagée dans cette optique. Elle permet de décrire et d'analyser chaque forêt, et précise, dans le plan de gestion, les actions les plus adaptées.